

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Feu-sur-l-enseignement-superieur-Immanuel-Wallerstein>

Feu sur l'enseignement supérieur !Immanuel Wallerstein

- Argentine - Souveraineté -

Date de mise en ligne : samedi 17 mars 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pendant très longtemps, il existait peu d'universités dans le monde. Pour leur part, les étudiants - largement issus des classes supérieures - constituaient un groupe social très réduit. Intégrer l'université leur conférait un grand prestige et reflétait une situation de grand privilège.

A partir de 1945, cette situation commença à changer radicalement. Le nombre d'universités s'est mis à croître considérablement, tout comme le pourcentage d'étudiants par classe d'âge. Qui plus est, ce phénomène se mit à se développer au delà des pays déjà dotés d'universités réputées. L'enseignement universitaire commença à se propager dans un grand nombre de pays qui, jusqu'en 1945, étaient globalement dépourvus d'institutions universitaires. A partir de ce moment, l'enseignement supérieur prit une dimension mondiale.

La pression en faveur de ce développement est venue du « haut » et du « bas ». En « haut », les gouvernements ressentaient le besoin d'augmenter le nombre de diplômés issus de l'université. Et ce, afin de doter leurs pays des capacités permettant de rivaliser sur le plan des technologies les plus complexes dans un contexte de développement fulgurant de l'économie-monde. En « bas », partout dans le monde, de larges fractions des classes moyennes, mais également des couches plus modestes de la population exigeaient d'avoir accès à l'enseignement supérieur pour améliorer considérablement leurs perspectives économiques et sociales.

Ce développement des universités, remarquable sur le plan quantitatif, a été rendu possible grâce à l'énorme expansion de l'économie-monde après 1945, la plus forte de l'histoire du système-monde moderne. Beaucoup d'argent était disponible pour les universités et celles-ci étaient heureuses de l'utiliser.

Tout cela a bien évidemment transformé les systèmes universitaires. Les universités sont devenues beaucoup plus grosses et ont perdu l'intimité qu'offraient de plus petites structures. La composition sociale du corps étudiant et de celui des professeurs a connu une évolution majeure. Dans de nombreux pays, le développement de l'enseignement supérieur n'a pas seulement signifié la remise en cause du monopole de la représentation des classes supérieures parmi les étudiants, les professeurs et les autorités administratives. Il a également abouti à ce que les « minorités » et les femmes puissent commencer à bénéficier d'un accès plus large à l'université. Ce qui leur avait été auparavant totalement, ou du moins partiellement, refusé.

Les difficultés commencèrent à assombrir ce tableau idyllique peu après 1970. En premier lieu, l'économie-monde commença à entrer dans une longue période de stagnation. Peu à peu, les financements des universités, en grande partie assurés par l'Etat, commencèrent à diminuer. Et, dans le même temps, les coûts de l'enseignement universitaire continuèrent, eux, à augmenter tandis que les pressions venant d'« en bas » pour poursuivre la démocratisation de l'Université se faisaient de plus en plus fortes. Dès lors, deux courbes allant dans deux directions opposées se sont dessinées : d'un côté celle de la chute des moyens financiers et, de l'autre côté, celle de l'augmentation des dépenses.

A l'orée du 21^{ème} siècle, la situation est, de ce point de vue, devenue désastreuse. Comment les universités l'ont-elle affrontée ? Par la « privatisation », comme on en est venu à désigner ce phénomène. Avant 1945, et même avant 1970, la plupart des universités étaient des institutions publiques. Les Etats-Unis représentaient la seule exception importante en la matière car ce pays était, en effet, doté d'un grand nombre d'institutions non publiques. La plupart avaient au départ un caractère confessionnel. Mais même au sein de ce dispositif privé, les universités étaient gérées comme des organisations à but non lucratif.

Ce mouvement de « privatisation », présent dans le monde entier, a pris plusieurs formes. Tout d'abord, des institutions d'enseignement supérieur conçues comme des entreprises à but lucratif se sont développées. Ensuite, les institutions publiques se mirent à rechercher des donateurs privés, des entreprises qui commencèrent à se mêler du fonctionnement interne des universités. Enfin, les universités se lancèrent dans le brevetage des découvertes et des inventions de leurs chercheurs, devenant ainsi des opérateurs économiques, c'est-à-dire des entreprises.

Dans un contexte où l'argent se faisait rare, ou du moins semblait devenir rare, les universités ont commencé à se transformer en institutions plus proches du modèle de l'entreprise privée. Et ce, principalement de deux manières : les postes au sommet de la hiérarchie administrative des universités et de leurs facultés, traditionnellement occupés par des universitaires, furent désormais progressivement confiés à des personnes issues du monde de l'entreprise et non du milieu universitaire. Ces dernières mobilisaient certes des financements, mais commençaient également à fixer les critères d'allocation des ressources.

Commencèrent alors, dans toutes les universités et dans leurs départements, des évaluations basées sur le rendement de l'argent investi. Le nombre d'étudiants désireux de suivre tel ou tel type d'études, ou encore l'appréciation des résultats de la recherche d'une université ou d'un département donné, pouvaient servir d'instruments de mesure. La vie intellectuelle se mit à être jugée en fonction de critères pseudo-économiques. Le recrutement des étudiants lui-même se mit à être évalué à l'aune de l'argent rapporté par des méthodes de recrutement nouvelles.

Et comme si tout cela n'était déjà pas suffisant, les universités commencèrent à subir les attaques d'un courant de droite extrême, foncièrement anti-intellectuel, et qui voyait en elles des institutions laïques et antireligieuses. L'Université en tant qu'institution critique - critique des groupes dominants et des idéologies dominantes - avait toujours suscité la résistance et la répression des Etats et des élites. Mais elle avait jusque là toujours démontré une capacité de survie grâce à sa relative autonomie financière basée sur de faibles coûts de fonctionnement réels. C'était l'université d'antan, pas celle d'aujourd'hui, ni de demain.

Certains peuvent relativiser cette évolution comme un simple aspect de plus du chaos global dans lequel nous vivons. Sauf que les universités étaient censées être l'un des lieux clés (pas le seul) pour analyser les réalités de notre système-monde. Or, ce sont de telles analyses qui peuvent nous aider à naviguer avec succès dans la transition chaotique qui nous mène vers un ordre mondial nouveau et, espérons-le, meilleur. La tourmente actuelle de l'Université ne semble pas plus facile à régler que celle de l'économie-monde. Mais elle suscite encore moins d'attention.

[Commentaire n° 324](#), 1er mars 2012

Traduit par : [MEDELU](#)

► VO : « [Higher Education Under Attack](#) »

© Immanuel Wallerstein

[El Correo](#). Paris, le 17 de marzo de 2012